

## Les propos de l'envoyé spécial belge jugés "irréfléchis, offensants et partiaux"

@rib News, 14/06/2010 Missi© Frank E. De Coninck ou Tintin au Burundi ! Par Buramatari Hilde â€“ 11 juin 2010 De par une rapide recherche sur le net, lâ€™on apprend que De Koning, en nâ€™erlandais, signifie â€“le roiâ€™. Soit ! Seulement voilà , net ne dit pas, câ€™est que tous les Coninck ne dâ€™bitent pas nâ€™cessairement une parole royale. Ou plutâ€™t si, puisque de bien mystâ€™orieux mobiles peuvent amener certains, fussent-ils de fâ€™orus diplomates, â€™ confondre une sâ€™culaire querelle linguistico-ethnique â€™ laquelle ils sont habituâ€™s dans leur royaume et une simple situation de dâ€™ni dâ€™mocratique. Et lâ€™analyse se corse quand on a servi â€™ la cour royale, au Vatican, dans les rouages de Kigali post 1994, â€™ Kinshasa durant la guerre dâ€™occupation et â€™ au Burundi post Arusha ; on semble avoir mal â€™ changer dâ€™poque. Surtout quand on connaît pas les Burundais, car uwutazi umurundi amunyererako !

Voici quelques jours dâ€™jâ€™ , jâ€™ai lu, stupâ€™faite, penaude et franchement râ€™voltâ€™e, des propos dâ€™un autre â€™ge improyais derriâ€™re nous, sortis de la bouche dâ€™un diplomate belge qui, pourtant, non seulement traîne derriâ€™re lui de longues annâ€™es de carriâ€™re dite â€™«â€™ diplomatiqueâ€™ â€™», mais aussi devrait â€™tre au fait des râ€™alitiâ€™s burundaises, puisquâ€™ occupâ€™ le poste qui est le sien dâ€™ â€™«â€™ envoyéâ€™ spâ€™cialâ€™ â€™» pour les Grands Lacs dâ€™jâ€™ durant la pâ€™riode quâ€™TM doux nom de transition. Pauvres Grands Lacs toujours confondus avec possession du roi Lâ€™opold II ! Les propos de M. lâ€™Ambassadeur Frank E. De Coninck, ne sont pas seulement peu diplomatiques, mais ils tâ€™moignent â€™ la fois dâ€™une lâ€™gâ€™retâ€™ et dâ€™une arrogance qui frisent lâ€™inacceptable. Ils appellent de la part des politiques et de lâ€™lite burundaise plus fermes dans les relations â€™«â€™ privilâ€™giâ€™esâ€™ â€™» avec cette ancienne mâ€™tropole en mal de puissance, alors que le royaume est au bord de lâ€™clatement suspendu aux â€™lections, tiens, comme par hasard du 13 juin ! Le jeudi 3 juin 2010 M. Frank E. De Coninck, envoyéâ€™ spâ€™cial de la Belgique dans la râ€™gion des Grands Lacs Africains a, en effet, donnâ€™ â€™ lâ€™ambassade de Belgique â€™ Bujumbura, une confâ€™rence de presse au cours de laquelle il a tenu des propos dâ€™une trâ€™ grande gravitiâ€™, qui tâ€™moignent â€™ la fois de sa lâ€™gâ€™retâ€™ dans une situation particuliâ€™rement sensible et historique, et dâ€™incroyable et inadmissible mâ€™pris pour le peuple burundais et sa classe politique, voire de tout qui connaît la situation dâ€™une Belgique aujourdâ€™hui donneuse de leçons. Sans prendre de gants et avec une arrogance plutâ€™t paternaliste et une attitude condescendante, le diplomate belge graduâ€™ â€™s lettres a dâ€™clarâ€™ dâ€™une part que la communauté internationale pas le râ€™le de trancher les divergences entre les partenaires politiques burundais. Mais dâ€™autre part, il est allâ€™ un rien trop loin, notre envoyéâ€™ spâ€™cial ; allez-y savoir dâ€™ailleurs ce quâ€™TM il a de si spâ€™cial, puisque dans les trois pays concernés accrâ€™ditâ€™s des ambassadeurs autrement trâ€™s compâ€™tents, en tout cas en ce qui concerne le Burundi, mâ€™me si J. Smets pourrait de temps en temps cacher sa partialitiâ€™, et mâ€™me si souvent il leur manque â€™ tous le courage de dâ€™passer le câ€™tâ€™ marchand de la diplomatie. Normal nâ€™est-il pas pour des ambassadeurs libâ€™raux de leur â€™tatâ€™ ! De Coninck sâ€™est, en autorisâ€™ la prise de position selon laquelle, compte tenu des diffâ€™rents rapports des observateurs internationaux, les â€™lections communales du 24 mai 2010 â€™taient â€™«â€™ dignes, transparentes et pacifiquesâ€™ â€™». â€™«â€™ Nous rejoignons les autres observateurs internationaux pour affirmer que le processus â€™lectoral sâ€™est dâ€™roulâ€™ dans de bonnes conditions en respectant les critâ€™res de la dignitiâ€™ et de transparenceâ€™ â€™», a-t-il soulignâ€™. Monsieur Grands Lacs tout droit venu en sauveur de Belgique a quand mâ€™me reconnu quâ€™TM il y a eu â€™«â€™ quelques irrâ€™gularitiâ€™sâ€™ â€™» pouvant â€™tre corrigâ€™es, tout prâ€™cisant que la Belgique ne sous-estimait pas ces irrâ€™gularitiâ€™s. Quel toupetâ€™ ! Peut-on imaginer quâ€™TM au soir du 13 juin prochain, lâ€™on proclame des râ€™sultats acceptables par Flamands et Wallons et Bruxellois, aprâ€™s bourrage dâ€™urnes, corruption des mandataires, coupure â€™lectrique gâ€™nâ€™ralisâ€™e dans tout le pays au moment du dâ€™pouillement, prolongation illâ€™gale du temps imparti au vote, intimidation par la police ou des militants zâ€™lâ€™s du CD&V ou du Vlaams Belang, etc.â€™ ? Et puis diantre, quâ€™est-ce que la Belgique a â€™ donner son satisfecit sur les â€™lections au Burundi â€™ quelques petits jours du 48e anniversaire de la fin de â€™«â€™ zana inkoko zana amasoroâ€™ â€™» ? Juste au nom de quelques millions dâ€™euros versâ€™s pour rallonger les budgets dâ€™un pouvoir corrompu jusquâ€™TM lâ€™mos et dâ€™autres dans la cagnotte â€™lectorale ? Ou sans dâ€™autres business encore plus juteux en vueâ€™ ? Ca ne tardera pas â€™ se savoir, car aprâ€™s tout lâ€™on peut manipuler les â€™lections ou soutenir contre vents et marrâ€™es les manipulateurs, le peuple, lui, nâ€™est pas achetable ; sinon lâ€™on nâ€™aurait jamais eu lâ€™indâ€™pendance car la Belgique de notre homme nâ€™en voulait pas et a tout fait pour â€™riger contre son avâ€™tâ€™ des groupes politiques naïfs et myopes, comme certains en ce moment. Faut-il un microscope â€™lectronique puissant pour montrer la grosseur des ambitions tyranniques et antidâ€™mocratiques caractâ€™risant les faits et gestes du pouvoir sortant qui essaie de se maintenir â€™ tout prixâ€™ ? Coopâ€™rer ou couvrir un tel pouvoir est une infamieâ€™ ! Notre homme spâ€™cial a ensuite souhaitâ€™ que le processus continue et que ceux qui le veulent sâ€™my inscriventâ€™ ; en mâ€™me temps il sâ€™est dit quant â€™ lâ€™aboutissement de tout le cycle â€™lectoral. â€™«â€™ Ceux qui le veulentâ€™ â€™», entendez que ceux qui ne le feront pas sont comptâ€™s pour quantitéâ€™ nâ€™gligeable. Naturellement, notre homme a eu beau jeu dâ€™adopter cette posture dâ€™daigneuse mais câ€™tâ€™ait sans doute avant la surprenante dâ€™cision tombâ€™e dans la soirâ€™e du 4 juin, comme un couperet sur le processus dont on a coupâ€™ les ailes dans le berceau, dâ€™cision prise par le parti de Mirerekano et Rwagasore, lâ€™UPRONA pour ne pas la citer, de se retirer elle aussi des prâ€™sidentielles prâ€™vues le 28 juin. Il â€™tait tempsâ€™ ; et il vaut mieux fâ€™liciter le quinquagâ€™naire et plus ancien parti burundais, celui-lâ€™ mâ€™me sorti vainqueur du challenge Casablanca/Monronvia et qui a boutâ€™ les Belges dehorsâ€™ ; celui que les vendeurs dâ€™armes et autres mafieux calculateurs se gargarisaient dâ€™jâ€™ , le croyant dâ€™jâ€™ tombâ€™ dans leur escarcelle et sur lequel ils misaient pour damer le pion aux dâ€™mocrates qui râ€™clament â€™ c et â€™ cri lâ€™annulation pure et simple des communales du 24 mai. Et notre homme de poursuivre que les reprâ€™sentants de la communautéâ€™ internationale, au nombre desquels il se range â€™videmment, encouragent la CENI et ses dâ€™membres â€™ redoubler dâ€™efforts pour assurer la transparence dans la gestion du processus â€™lectoral, â€™ veiller â€™ une communication constructive avec les acteurs politiques et â€™ traiter rapidement et de faâ€™son appropriâ€™e les recours introduits. Quel culotâ€™ ! Une leçon sans objet, maintenant. Pendant quâ€™une alliance historique, lâ€™ADC-IKIBIRI (Alliance des Dâ€™mocrates pour le Changement) reprâ€™sentant une grosse majoritiâ€™ de la population burundaise demande sa dissolution, lui, le grand envoyéâ€™ spâ€™cial belge, veut encourager la CENI dans la fraude et le torpillage des â€™lections suivantes, tout cela au service dâ€™un pouvoir tyrannique qui a dâ€™montrâ€™ ses limitesâ€™ ? Il faut le faireâ€™ ! Le souci majeur de la Belgique, a-t-il dâ€™clarâ€™, est dâ€™

les Burundais à tracer le chemin du développement dans un environnement politique favorable à la démocratie. Enfin, nous y voilà : la démocratie burundaise, s'entend. Un chemin favorable aux affaires, oui ! Il aurait été plus avisé qu'il aurait ajouté : « Notre souci majeur est d'assurer la normalisation et la stabilité politique, peu importe la nature du régime, pour nous permettre de faire des affaires. Après tout, notre conscience n'a jamais été troublée de faire du business avec Mobutu, Buyoya et aujourd'hui Kagame et bien d'autres dirigeants aux mains moins propres que celle de Nkurunziza et même en passe des pires. » Prenant appui sur la Déclaration universelle des droits de l'homme et sur le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, dans lesquels il est établi que l'autorité des pouvoirs publics doit reposer sur la volonté du peuple et que cette volonté doit s'exprimer par des élections honnêtes qui doivent avoir lieu périodiquement, la Déclaration sur les critères pour des élections libres et régulières, adoptée à l'unanimité par le Conseil interparlementaire lors de sa 154<sup>ème</sup> session, le 26 mars 1994, dispose que : « Dans tout Etat, l'autorité des pouvoirs publics ne peut être fondée que sur la volonté du peuple exprimée à la faveur d'élections sincères, libres et régulières, tenues périodiquement au suffrage universel, égal et secret. » Voilà ce que nous aurons attendu du diplomate belge. Que dalle ! Rappelons tout de même et de juste, pour la bonne gouverne de la Belgique même en bas qui ne connaît pas le langage de bois de ses diplomates, qu'à l'issue des élections communales du 24 mai 2010, les résultats manifestement falsifiés et contraires à ces principes, ont été contestés et rejetés par tous les protagonistes, à l'initiative du parti au pouvoir auteur et bénéficiaire des manipulations et autres irrégularités électorales en question. Dès lors les propos peu diplomatiques du diplomate belge appellent les interrogations et la prise de position suivantes. Pourquoi, tout en affirmant que la communauté internationale n'a pas le rôle de trancher les divergences entre les partenaires politiques burundais, le diplomate belge s'est-il cru obligé de prendre position, dans une situation litigieuse, de manière à afficher sa partialité ? Pourquoi la Belgique, dont il est le représentant, tout en ne sous-estimant pas les irrégularités dénoncées ne veut-elle pas mesurer entièrement leur nature, leur ampleur et leur impact sur les résultats, avant de se prononcer ? Pourquoi souhaiter qu'un processus, dont des acteurs majeurs dénoncent la faillite totale se poursuive malgré tout, si l'on est attaché réellement à la démocratie et la paix au Burundi ? Une telle démarche, faite de précipitation et de parti pris est-elle de nature à tracer le chemin du développement dans un environnement politique favorable à la démocratie ? Est-ce parce que la Belgique a contribué au financement des élections que M. Frank E. De Coninck autorise à prendre pour quantité négligeable l'avis de nombreux acteurs majeurs de la scène politique burundaise à décider que ce qui est « digne et transparent » pour lui, remplace valablement des « élections sincères, libres et régulières, tenues au suffrage universel, égal et secret. » ? Le régime du CDD-FDD a-t-il particulièrement donné satisfaction à la Belgique, quand on se rappelle les prises de position de certains de ses ministres, à l'instar d'un certain Louis Michel, contre ses dérives dictatoriales ? Que s'est-il donc passé pour que la Belgique en arrive à lui apporter une caution faussement candide ? La logique du business as usually serait-elle la nouvelle ligne directrice de la diplomatie d'une Belgique elle-même en proie à des soubresauts peu démocratiques qui menacent jusqu'à l'éclosion du royaume vieux de seulement 179 ans ? Pour des raisons historiques évidentes, le Burundi, d'abord royaume indépendant vieux de plusieurs siècles, puis colonie (et tutelle) passée des mains allemandes aux belges, et enfin et surtout République indépendante depuis 48 ans n'est-il pas en droit de continuer à bénéficier de la part de son ex-puissance coloniale un meilleur traitement en guise d'esquisse de réparation ? Au vu de ce qui précède, il est clair que la position honorable de tout Burundais fier de l'être, de tout démocrate consciencieux et déterminé, pas seulement les vaillants membres de l'Alliance des Démocrates pour le Changement en tant que nouvel acteur majeur de la scène politique burundaise face au pouvoir cadent, est sans doute de condamner sans réserve les propos et l'attitude de M. Frank E. De Coninck comme irréfutables, offensants et partiels, voire même de le déclarer persona non grata au Burundi. Toute personne sensée et tout démocrate lucide doit condamner, par la même occasion, tous ceux qui, observateurs ou autres diplomates vœux, se contentent paresseusement et lâchement des apparences ou des déclarations de bonne foi de la CENI et du parti au pouvoir et refusent d'analyser minutieusement les mécanismes variés qui ont annulé la crédibilité du scrutin qu'elle a organisé. Il est difficile dans le contexte actuel d'imaginer autrement l'évolution de la situation suite au rejet sans appel des résultats du scrutin du 24 mai 2010 et leur annulation pure et simple. Quel est ce diplomate avisé qui ne voit pas l'impérieuse nécessité d'exiger la démission du président de la CENI et de toute son équipe pour un manquement grave, mensonge avéré et faute ayant entraîné la mise en péril de la démocratie et provoqué de lourdes pertes financières au pays ? Qui des acteurs majeurs de la politique burundaise pris de démocratie, un rien moins myope ou/et méprisant que notre homme spécial, pourrait passer outre l'impérieux devoir du moment de refuser de cautionner l'antissement de la démocratie au Burundi, de rejeter à l'avance toute élection organisée dans les conditions ? Si tant est que la fameuse Ambuleuse nommée communauté internationale soit réellement attentive à la situation burundaise actuelle et veuille bien aider à lui trouver une issue heureuse, elle doit exiger l'ouverture de négociations entre le gouvernement et l'ADC, incluant la société civile active, en vue de la mise en place d'une transition au cours de laquelle les conditions d'élections régulières, justes et transparentes seront mises en place. Naturellement, comme acte de bonne volonté préalable, la CENI et ses démembrements communaux et provinciaux devraient être remerciés pour mauvais services rendus à la nation. Au lieu de soutenir l'impopulaire, la Belgique comme tous les autres partenaires du Burundi, multilatéraux et bilatéraux pris de paix et de démocratie devraient plutôt être exigeants et exercer des pressions nécessaires, afin que le pouvoir en place, responsable avec sa CENI du gâchis électoral de mai dernier, revienne à la raison et accepte ces exigences. Et le peuple burundais dans sa dignité doit refuser le diktat qu'il vient de recevoir. D'avoir été Grand Marshall de la cour de Laeken n'autorise nullement le belge à confondre le Burundi avec un royaume tout serait permis pourvu qu'on ne touche pas à la royauté. Les Burundais et le Burundi ont bien changé depuis qu'ils ont goûté à la démocratie. Une des dividendes de la guerre n'est pas seulement la fin des manipulations ethniques ; ce n'est pas non plus seulement un regain de fierté nationale refusant le diktat qu'il vient de recevoir ; ce n'est pas seulement la fin d'une naïve et candide attitude de bénéficiaire de fonds. C'est une irrévocable virée vers la démocratie comme remède aux maux qui ont mis

Burundi, et sur lesquels certains ont longtemps surfé pour faire du business. J'en veux pour exemples comme consultants la majeure partie des médias burundais dont la professionnalisation progressive ne permet plus de parler seulement le langage du maître au pouvoir, ainsi que l'alliance des médias en train de sauver le pays de la dérive dictatoriale. Les diplomates venant ou œuvrant au Burundi devraient leur emboîter le pas. Aider le Burundi à normaliser sa situation politique, ce n'est pas lui imposer n'importe quel régime, autre que démocratique. C'est surtout remettre la voix au centre des débats ; sans la frauder ou la contorsionner, encore moins la contourner de quelque manière que ce soit. Un certain Sanku Touré avant la dérive tyrannique n'a-t-il pas dit que la « Guinée préfère la liberté (quand dans l'esclavage) » ? Le principe vaut aussi pour le Burundi. Se choisir librement ses dirigeants constitue une des grandes conquêtes de l'humanité et des sociétés modernes qui, apparemment, donnent du fil à retordre aux faux démocrates. Pour le Burundi aussi ; ce n'est pas un luxe propre à l'occident et à la Belgique. Au fait, le roi est-il une autorité élue en Belgique ? Buramatari Hilde, Canada